



Programme Citoyens, égalité, droits et valeurs (CERV)

Appel à propositions

Appel à propositions visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
(CERV-2026-GE)

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS			
Version	Date de publication	Modification	Page
1.0	29.01.2026	Version initiale.	



COMMISSION EUROPÉENNE
 Direction générale de la justice et des consommateurs
JUST.H3 – Budget, programmes et gestion financière

APPEL À PROPOSITIONS

TABLE DES MATIÈRES

0. Introduction	4
1. Contexte	5
2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant être financées — Impact attendu	8
Objectifs	8
Thèmes et priorités (champ d'application)	9
Activités pouvant être financées (champ d'application)	11
Impact attendu	14
3. Budget disponible	16
4. Calendrier et échéances	16
5. Admissibilité et documents	17
6. Conditions d'admissibilité	18
Participants éligibles (pays éligibles)	18
Composition du consortium	20
Situation géographique (pays cibles)	21
Durée	21
Budget du projet	21
Éthique et valeurs de l'UE	21
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion	22
Capacité financière	22
Capacité opérationnelle	22
Exclusion	23
8. Procédure d'évaluation et d'attribution	24
9. Critères d'attribution	25
10. Cadre juridique et financier des conventions de subvention	26
Date de début et durée du projet	26
Étapes importantes et livrables	26
Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention	27
Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts	27
Modalités de rapport et de paiement	27
Garanties de préfinancement	28
Régime de responsabilité en matière de recouvrements	28
Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet	29
Autres spécificités	29
Non-respect et rupture du contrat	29

11. Comment soumettre une demande.....	29
12. Aide.....	31
13. Important.....	32

0. Introduction

Il s'agit d'un appel à propositions pour **des subventions d'action** de l'UE dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes au titre du **programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV)**. Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans:

- le règlement 2024/2509 ([règlement financier de l'UE](#))
- l'acte de base (règlement CERV [2021/692](#)¹).

L'appel est lancé conformément au programme de travail 2026-27² et sera géré par la **Commission européenne, direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST)**.

L'appel porte sur les **thèmes** suivants :

Priorité	Thème	Priorités
1	CERV-2026-GE-WORK-LIFE	Soutenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage équitable des responsabilités familiales, les politiques favorables à la famille parmi les et la valorisation des emplois dans le secteur des soins.
2	CERV-2026-GE-PAY-TRANSP-DIR	Promouvoir et soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence salariale et le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « travail de valeur égale.
3	CERV-2026-GE-EQUAL-PART-REP	Soutenir la participation et la représentation égales des femmes et des hommes dans la prise de décisions économiques et politiques
4	CERV-2026-GE-GENDER-STEREO	Lutter contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité.

Chaque candidature au titre de l'appel ne doit porter que sur un seul de ces thèmes. En outre, une même candidature ne peut être soumise que pour un seul thème. **Les candidats ne peuvent soumettre plus d'une proposition en tant que coordinateur.**

¹ Règlement (UE) 2021/692 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (JO L 156 du 5.5.2021, p. 1).

² [Décision d'exécution de la Commission](#) relative au financement du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV) et à l'adoption du programme de travail pour 2026-2027

Nous vous invitons à lire attentivement la **documentation relative à l'appel**, et en particulier le présent document d'appel, le [modèle de convention de subvention](#), le [manuel en ligne du portail «Financement et appels d'offres de l'UE»](#) et la [convention de subvention annotée de l'UE \(AGA\)](#).

Ces documents fournissent des éclaircissements et des réponses aux questions que vous pourriez vous poser lors de la préparation de votre candidature :

- le document d'appel à propositions présente :
 - le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et les résultats attendus (sections 1 et 2)
 - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
 - conditions d'admissibilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
 - critères relatifs à la capacité financière et opérationnelle et à l'exclusion (section 7)
 - procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
 - critères d'attribution (section 9)
 - cadre juridique et financier des conventions de subvention (section 10)
 - comment soumettre une demande (section 11)
- le manuel en ligne décrit :
 - les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail «EU Funding & Tenders» («le portail»)
 - les recommandations pour la préparation de la demande
- L'AGA — Convention de subvention annotée contient :
 - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer afin d'obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier de paiement, les obligations accessoires, etc.*).

Nous vous encourageons également à consulter [la page web consacrée aux résultats du programme CERV](#), [le site web consacré aux résultats du programme « L'Europe pour les citoyens »](#) et [la page web consacrée aux résultats du programme REC](#) afin de consulter la liste des projets précédemment financés.

1. Contexte

La feuille de route pour les droits des femmes, adoptée le 5 mars 2025 et largement approuvée par tous les États membres et diverses institutions et parties prenantes de l'UE en octobre 2025, définit la vision à long terme de la Commission pour une société égalitaire entre les hommes et les femmes. Elle contient une déclaration de huit principes relatifs aux droits des femmes ainsi que les objectifs à poursuivre pour défendre et faire progresser ces principes. La feuille de route sert de boussole aux décideurs politiques, notamment pour la nouvelle stratégie de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2026-2030, qui devrait être adoptée en mars 2026. Les quatre priorités du présent appel reflètent plusieurs de ces principes et objectifs.

- Équilibre entre vie professionnelle et vie privée et prise en charge

Le principe 4 de la feuille de route souligne l'importance de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour l'égalité entre les sexes, en appelant à un partage égal des responsabilités familiales, à des conditions de travail favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée qui

facilitent la conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et vie privée, encourageant les pères à prendre des congés familiaux, et pour un accès généralisé à des modalités de travail flexibles pour tous (et pas seulement pour les parents qui travaillent), pour des services d'éducation et d'accueil de la petite enfance et des soins de longue durée abordables, accessibles et de haute qualité, et pour la promotion des investissements et de l'emploi formel dans le secteur des soins, garantissant des emplois de qualité dans ce domaine.

La stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025³ identifie la lutte contre les inégalités entre les sexes en matière de soins comme l'une des actions clés pour renforcer la participation économique égale des femmes et des hommes. Les femmes continuent d'assumer une part disproportionnée du travail non rémunéré et adaptent souvent leurs habitudes de travail à leurs responsabilités familiales et à la manière dont ces tâches sont réparties avec leur partenaire.

La directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée⁴ vise à encourager un meilleur partage des responsabilités familiales entre les femmes et les hommes. Elle prévoit des droits à des congés familiaux, notamment le congé de paternité, le congé parental non transférable et le congé pour aidants, ainsi que le droit de demander des aménagements flexibles du temps de travail. Les États membres devaient mettre en œuvre la directive avant août 2022.

- **Égalité salariale**

La Feuille de route pour les droits des femmes, dans son principe 3 intitulé « Égalité salariale et autonomisation économique », vise à garantir que chaque femme ait droit à un salaire égal pour un travail égal ou de valeur égale et à être économiquement indépendante, et souligne à cet égard l'objectif de lutter contre la sous-évaluation des emplois principalement occupés par des femmes et de garantir la transparence salariale.

La lutte contre les écarts de rémunération et de retraite entre les hommes et les femmes est également l'un des objectifs de la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025. Pour atteindre cet objectif, la Commission a présenté des mesures contraignantes en matière de transparence salariale. Elles ont été adoptées par les colégislateurs en mai 2023⁵ et les États membres ont trois ans pour les transposer dans leur législation nationale, soit jusqu'en juin 2026. La directive (UE) 2023/970 complète le cadre juridique de l'UE en matière d'égalité de rémunération déjà en place, qui comprend la directive 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte)⁶ et la recommandation de la Commission de 2014 sur le renforcement du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes par la transparence⁷.

La nouvelle directive sur la transparence salariale vise à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération et, en particulier, à mettre au jour et à lutter contre les préjugés conscients ou inconscients en matière de rémunération qui conduisent souvent à une sous-évaluation du travail effectué principalement par les femmes. À cette fin, elle établit un cadre et des critères clairs pour l'application du concept de « travail de valeur égale » et propose des mesures de transparence salariale, notamment la déclaration des salaires, afin de révéler les préjugés et la discrimination dans les structures salariales.

La directive reconnaît le rôle important que peuvent jouer les partenaires sociaux dans la promotion et l'application du principe de l'égalité de rémunération. Les États membres peuvent associer les partenaires sociaux à la mise en œuvre de la directive (article 33), par exemple dans le cadre de la

³ Une Union de l'égalité : stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52020DC0152>

⁴<https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2019/1158/oj/eng>

⁵<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32023L0970>

⁶ Directive - 2006/54 - FR - EUR-Lex

⁷ EUR-Lex - 32014H0124 - FR - EUR-Lex

élaboration d'outils permettant d'évaluer et de comparer les emplois de valeur égale. La directive exige également des États membres (article 13) qu'ils encouragent le rôle des partenaires sociaux et veillent à leur participation à la promotion de l'égalité de rémunération et à la lutte contre la discrimination salariale, sans préjudice de leur autonomie et conformément à la législation ou à la pratique nationale.

La directive met également l'accent sur le soutien apporté aux acteurs concernés afin de garantir le respect des mesures de transparence salariale. Conformément à la directive (article 9, paragraphe 8), les États membres peuvent remplacer l'obligation de déclaration salariale des employeurs par l'extraction et la compilation des données issues des données administratives dont disposent les institutions fiscales et/ou de sécurité sociale nationales. L'article 11 impose aux États membres de fournir un soutien, sous forme d'assistance technique et de formation, aux employeurs de moins de 250 salariés et aux représentants des travailleurs concernés.

Conformément à l'article 4, paragraphe 3, de la directive, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes prépare actuellement une nouvelle boîte à outils étape par étape sur l'évaluation et la classification des emplois neutres du point de vue du genre, en s'appuyant sur les orientations existantes de la Commission. Celle-ci comprendra un outil simple spécialement destiné aux micro, petites et moyennes entreprises. La boîte à outils sera disponible au printemps 2026.

- **Représentation égale dans la prise de décision**

Le principe 7 « Participation politique et représentation égale » de la Feuille de route pour les droits des femmes appelle à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes aux postes à responsabilité et de décision, ainsi que la participation pleine, égale et significative des femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie publique et politique.

La stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 rappelle que les femmes restent sous-représentées en politique et que l'augmentation de leur participation et de leur représentation est une condition préalable au bon fonctionnement de la démocratie et conduit à une élaboration plus efficace des politiques⁸. En effet, la diversité des talents améliore la prise de décision, la gouvernance d'entreprise et la croissance économique. Malgré les progrès réalisés, la sous-représentation des femmes persiste également dans les secteurs des entreprises et de l'industrie en Europe⁹.

La stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 souligne également la valeur ajoutée de la parité hommes-femmes au sein des conseils d'administration des entreprises. Adoptée en 2022, la directive 2022/2381 « Femmes dans les conseils d'administration » vise à améliorer la parité hommes-femmes parmi les administrateurs des grandes entreprises cotées dans l'UE. D'ici le 30 juin 2026, les États membres doivent veiller à ce qu'au moins 40 % des postes d'administrateurs non exécutifs ou au moins 33 % de l'ensemble des postes d'administrateurs soient occupés par des membres du sexe sous-représenté. Les autres dispositions de la directive devaient être transposées par les États membres dans leur législation nationale avant décembre 2024.

- **Lutter contre les stéréotypes de genre**

La Feuille de route pour les droits des femmes, dans son principe 8 intitulé « Mécanismes institutionnels garantissant les droits des femmes », préconise la conception et l'utilisation d'outils numériques tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes, des préjugés et des stéréotypes sexistes. Le principe 7 sur la participation politique et la représentation égale préconise également de prévenir et de lutter contre le sexisme dans les médias et la publicité.

⁸ Selon [les données Eurostat](#) de 2025, 33,4 % des membres des parlements nationaux sont des femmes ; 38,5 % des membres du Parlement européen sont des femmes

⁹ Seuls 34,7 % des membres des conseils d'administration dans l'UE sont des femmes : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_22

La lutte contre les stéréotypes liés au genre est également l'une des priorités de la stratégie de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2020-2025, et il est essentiel pour les sociétés européennes de s'attaquer à ce problème. Les stéréotypes liés au genre sont une cause profonde de l'inégalité entre les femmes et les hommes et touchent tous les domaines de la société. Les stéréotypes liés au genre, en tant que généralisation des comportements et des caractéristiques attribués ou attendus des femmes ou des hommes, sont souvent perpétués dans les médias et la publicité, par exemple en faisant référence aux rôles attribués à chaque sexe dans les tâches domestiques ou à la représentation des femmes en général. Cependant, les médias et la publicité peuvent également jouer un rôle important dans la lutte contre ces stéréotypes en présentant des attitudes et des images différentes. C'est pourquoi les initiatives visant à lutter contre les stéréotypes liés au genre dans ce secteur doivent être encouragées.

2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant être financées — Impact attendu

Objectifs

Soutenir, promouvoir et mettre en œuvre des politiques globales visant à promouvoir la pleine jouissance des droits des femmes, l'égalité entre les sexes, y compris l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, l'autonomisation des femmes et l'intégration de la dimension de genre.

Initiative politique soutenue :

- Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025¹⁰ ;
- Feuille de route pour les droits des femmes¹¹ ;
- Stratégie européenne en matière de soins¹² ;
- Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants¹³ ;
- Recommandation du Conseil relative à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants : les objectifs de Barcelone pour 2030¹⁴
- Directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services¹⁵ ;
- Plan d'action pour l'éducation numérique (2021-2027)¹⁶ ;

¹⁰ A Union de égalité : Égalité des sexes égalité Stratégie 2020-2025 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52020DC0152>

¹¹ Déclaration pour une société égalitaire société approuvée à Bruxelles le 16 octobre 2025 https://commission.europa.eu/document/6342a1c7-acb4-4ed5-827a-14e67926afad_en

¹² [Une stratégie européenne en matière de soins pour les aidants et les bénéficiaires de soins](#) - Emploi, affaires sociales et inclusion - Commission européenne (europa.eu).

¹³ Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2019/1158/oj/eng>

¹⁴ [Recommandation du Conseil relative à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants : les objectifs de Barcelone pour 2030](#)

¹⁵ Directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2004/113/oj/eng>

¹⁶ <https://education.ec.europa.eu/focus-topics/digital-education/actions>

- Directive (UE) 2023/970¹⁷ visant à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un même travail ou un travail de même valeur grâce à la transparence salariale et à des mécanismes de contrôle (directive sur la transparence salariale) ;
- Directive 2006/54/CE¹⁸ du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte) ;
- Recommandation de la Commission du 7 mars 2014 sur le renforcement du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes par la transparence¹⁹ ;
- Directive (UE) 2022/2381 « Femmes dans les conseils d'administration »²⁰ .

Thèmes et priorités (champ d'application)

Les autorités nationales, locales et régionales, les partenaires sociaux (représentants des travailleurs et des entreprises), les inspections du travail, les organismes chargés de l'égalité et les organisations de la société civile, en particulier les organisations de défense des droits des femmes, ainsi que d'autres parties prenantes, sont invités à soumettre des projets (voir les critères d'éligibilité au point 6) dans le cadre des quatre priorités suivantes :

1. Promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage équitable des responsabilités familiales, les politiques favorables à la famille chez les employeurs et la valeur des emplois dans le secteur des soins.
2. Promouvoir et soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence salariale et le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « à travail de valeur égale, salaire égal ».
3. Soutenir la participation et la représentation égales des femmes et des hommes dans la prise de décision économique et politique.
4. Lutter contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité.

1. Soutenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage équitable des responsabilités familiales, les politiques favorables à la famille chez les employeurs et la valeur des emplois dans le secteur des soins.

La stratégie européenne en matière de soins souligne l'importance de services de soins abordables, accessibles et de haute qualité, en vue d'améliorer la participation des femmes au marché du travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, et d'encourager des conditions de travail durables pour les personnes occupant des emplois dans le secteur des soins, qui sont jusqu'à présent principalement des femmes. La recommandation du Conseil relative à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants: les objectifs de Barcelone pour 2030²¹ vise à assurer une convergence vers le haut entre les États membres dans ce domaine. La feuille de route sur les droits des femmes souligne l'importance de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et des soins pour l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment grâce à des conditions de travail qui favorisent la conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et vie privée.

Cette priorité vise à soutenir :

- Promotion de pratiques favorables à la famille auprès des employeurs des secteurs public et privé, en encourageant l'adoption des nouveaux droits prévus par la loi sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

¹⁷<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32023L0970>

¹⁸<https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2006/54/oj/eng>

¹⁹<https://eur-lex.europa.eu/eli/reco/2014/124/oj/eng>

²⁰https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2022.315.01.0044.01.ENG

²¹[Recommandation du Conseil relative à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants : les objectifs de Barcelone pour 2030](#)

Directive sur l'équilibre entre les femmes et les hommes (y compris les congés familiaux, les nouvelles formes d'organisation du travail, le télétravail et le travail hybride, la flexibilité des horaires, la réduction du temps de travail hebdomadaire, le partage d'emploi, etc.) ;

- Prévention et protection contre toute forme de traitement défavorable et de discrimination à l'égard des femmes pendant et après la grossesse, ainsi qu'à l'égard des femmes et des hommes qui ont pris un congé familial (congé de maternité/paternité/parental/pour aidant) et bénéficié d'aménagements de travail flexibles ;
- Promotion du partage équitable des tâches domestiques et familiales, en particulier en encourageant le rôle des hommes dans ces tâches et les responsabilités familiales (pour leurs propres enfants et les personnes à leur charge), notamment en encourageant les hommes à prendre un congé parental, un congé de paternité et à bénéficier d'aménagements flexibles du temps de travail, ainsi qu'en encourageant le partage équitable des tâches domestiques et familiales ;
- Promouvoir la valeur du travail de soins formel (rémunéré) en réfléchissant à la reconnaissance des compétences nécessaires pour exercer ce métier, y compris les compétences relationnelles, à l'intensité du travail et à d'autres aspects des conditions de travail dans le secteur des soins, et encourager la participation des hommes au travail de soins formel, tant dans le secteur de la garde d'enfants que dans celui des soins de longue durée.

Budget indicatif : 7 millions d'euros

2. Promouvoir et soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence salariale et le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « à travail de valeur égale, salaire égal ».

Les mesures de transparence salariale permettent aux travailleurs de faire valoir leurs droits, mais pas seulement. Elles aident également les entreprises à attirer et à retenir les talents, ce qui a un impact positif sur leur rentabilité et le fonctionnement du marché intérieur. La mise en avant d'une rémunération équitable et transparente au sein d'une organisation peut contribuer à réduire le taux de rotation du personnel et à accroître l'engagement des employés, à créer une culture d'entreprise positive et à améliorer la confiance entre les travailleurs, les employeurs et les investisseurs. La directive (UE) 2023/970 fixe des obligations concrètes en matière de transparence salariale et établit les critères d'évaluation de l'égalité de rémunération pour un travail égal et un travail de valeur égale.

L'objectif de cette priorité est de soutenir les partenaires sociaux et toutes les parties prenantes concernées, de faciliter le respect des obligations en matière de transparence salariale prévues par la directive 2023/970 et de promouvoir le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « à travail de valeur égale, salaire égal » entre les femmes et les hommes.

Elle vise en particulier à soutenir :

- la communication d'informations sur l'écart de rémunération entre les travailleurs féminins et masculins par les employeurs, conformément à l'article 9 de la directive (UE) 2023/970 ;
- définir ou adapter les structures salariales afin de garantir l'égalité de rémunération pour un travail égal ou un travail de valeur égale entre les femmes et les hommes, conformément à l'article 4 de la directive (UE) 2023/970, tant au niveau des employeurs individuels que dans le cadre des conventions collectives ;
- un dialogue social efficace pour contribuer à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un travail ou un emploi de valeur égale entre les femmes et les hommes.

Les candidats doivent expliquer clairement en quoi leurs projets garantissent le respect des exigences de la directive 2023/970 sur la transparence salariale et comment ils contribueront à la mise en œuvre de l'acquis de l'UE relatif au principe de l'égalité de rémunération et à la transparence salariale, ainsi qu'à la transposition et à la mise en œuvre nationales dans ce domaine.

Les candidats sont également **encouragés à impliquer les autorités publiques compétentes** dans le soutien de leur projet, afin de contribuer à la viabilité à long terme des résultats et des retombées du projet, conformément aux objectifs de la directive sur la transparence salariale.

Ces autorités publiques peuvent être des autorités nationales, régionales ou locales, des agences ou des organismes chargés de l'égalité compétents pour le suivi ou la mise en œuvre de mesures de transparence salariale et/ou compétents plus largement en matière d'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Les raisons de ce choix doivent être documentées et expliquées dans la partie B « Description et mise en œuvre du projet ». Ce soutien peut s'exprimer de différentes manières : soit l'autorité publique est partenaire ou partenaire associé du projet, soit elle exprime son soutien par le biais d'une annexe à la candidature (lettre de soutien de l'autorité publique).

Budget indicatif : 5 millions d'euros

3. Soutenir la participation et la représentation égales des femmes et des hommes dans la prise de décision économique et politique

Conformément aux objectifs de la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 et afin de soutenir en particulier la mise en œuvre de la directive 2022/2381 sur les femmes dans les conseils d'administration, cette priorité vise à soutenir les parties prenantes impliquées dans des initiatives visant à accroître la participation et la représentation des femmes dans la prise de décision économique et politique. La priorité est axée sur le soutien à l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les postes de direction et de gestion dans le secteur des entreprises et en politique. En effet, les femmes continuent d'être sous-représentées aux postes de décision dans la vie politique et économique des États membres de l'UE²².

Conformément à la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 et afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable²³, la Commission aidera les États membres et les parties prenantes concernées à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies efficaces visant à accroître la représentation et la participation des femmes dans la prise de décision en politique et dans le secteur privé. Pour relever les défis qui subsistent en matière d'égalité de participation/représentation des femmes et des hommes dans la vie politique et économique, une action coordonnée est nécessaire dans un large éventail de domaines, avec des changements fondamentaux, des politiques, des mesures et des actions ciblées qui suppriment les obstacles sociaux et structurels, en gardant à l'esprit la nécessité de renforcer le leadership et la participation des femmes. Les projets devraient prendre en compte dans leurs objectifs et leurs activités les femmes dans toute leur diversité.

Budget indicatif : 6 millions d'euros

4. Lutter contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité

Avec cette priorité de l'appel, nous avons l'intention de soutenir des projets qui remettent en question les stéréotypes liés au genre et s'attaquent aux préjugés conscients ou inconscients, en prêtant attention aux attentes explicites ou implicites concernant les rôles, les comportements, les activités et les attributs que la société considère généralement comme appropriés pour les femmes ou les hommes, les filles ou les garçons, en mettant particulièrement l'accent sur la manière de lutter efficacement contre les stéréotypes liés au genre dans les médias et la publicité.

Budget indicatif : 5 millions d'euros

²² <https://eige.europa.eu/gender-statistics/dgs/browse/wmidm>

²³ [LES 17 OBJECTIFS | Développement durable](#)

Activités pouvant être financées (champ d'application)

1. Soutenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage équitable des responsabilités familiales, les politiques favorables à la famille chez les employeurs et la valeur des emplois dans le secteur des soins

- **[Équilibre entre vie professionnelle et vie privée avec les employeurs]** Renforcement des capacités et formation des employeurs des secteurs public et privé, en particulier des responsables des ressources humaines, à la mise en place de modalités de travail favorables à la famille et de congés familiaux pour les femmes et les hommes, ainsi qu'à la promotion des droits énoncés dans la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et des avantages des politiques favorables à la famille sur le lieu de travail.
- **[Promouvoir le partage équitable des soins informels]** Développer et/ou proposer des activités de formation et de soutien destinées aux hommes sur a) la parentalité, c'est-à-dire axées sur les compétences, le soutien et l'engagement auprès de leurs enfants ou b) les soins de longue durée aux personnes dépendantes, axées sur les compétences, le soutien et l'engagement auprès des bénéficiaires de soins, ainsi que sur la promotion des avantages d'un partage équitable des responsabilités en matière de soins entre les hommes et les femmes.
- **[Lutter contre la ségrégation horizontale]** Activités menées par les organismes éducatifs, les autorités publiques compétentes ou les prestataires de services de soins afin d'attirer les garçons et les hommes vers les domaines d'études, de formation et d'emploi liés aux soins et de promouvoir la participation des hommes dans les professions de soins (tant dans le domaine de l'éducation de la petite enfance que dans celui des soins de longue durée).

2. Promouvoir et soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence salariale et le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « à travail de valeur égale, salaire égal ».

- Développement d'outils prêts à l'emploi pour les systèmes nationaux ou régionaux de déclaration des écarts de rémunération entre les travailleurs féminins et masculins dans les États membres (conformément à l'article 9 de la directive (UE) 2023/970), en particulier le développement d'outils numériques de déclaration des rémunérations, l'assistance technique pour leur utilisation et la formation des employeurs, ainsi que la diffusion et la promotion de ces outils.
- Développement de systèmes de déclaration des écarts de rémunération entre les travailleurs féminins et masculins sur la base de données administratives (conformément à l'article 9, paragraphe 8, de la directive (UE) 2023/970) afin de faciliter le respect des obligations de déclaration imposées aux employeurs par la directive.
- Mise en place d'un soutien aux employeurs de moins de 250 salariés et aux représentants des travailleurs (conformément à l'article 11 de la directive (UE) 2023/970), sous la forme d'une assistance technique, de conseils et de formations sur les informations salariales, la déclaration des salaires, l'évaluation conjointe des salaires et l'évaluation des emplois, ainsi que la diffusion et la promotion de ces activités ou supports.
- Élaboration et mise en œuvre de programmes d'orientation et de formation, ainsi que de bonnes pratiques et de campagnes de sensibilisation par et pour les partenaires sociaux afin de renforcer leurs capacités en matière d'application du principe « à travail égal, salaire égal » ou « à travail de valeur égale, salaire égal », y compris la mise en œuvre de systèmes d'évaluation et de classification des emplois neutres du point de vue du genre, l'évaluation des systèmes d'évaluation des emplois et des barèmes de rémunération existants, ainsi que la capacité à négocier l'égalité salariale.
- Sensibilisation, notamment par le biais des médias sociaux ou de campagnes de presse au niveau national ou régional, aux avantages et aux bénéfices de l'égalité de rémunération et à la mise en œuvre de mesures de transparence salariale.

3. Soutenir la participation et la représentation égales des femmes et des hommes dans la prise de décisions économiques et politiques

En ce qui concerne **l'équilibre entre les sexes en politique** :

- Élaboration et/ou mise en œuvre de stratégies nationales globales par les autorités compétentes des États membres afin de parvenir à une participation/représentation égale des femmes et des hommes dans la vie politique.
- Élaboration et/ou organisation d'initiatives de coaching, de mentorat, de mise en réseau et de formation ciblée pour les femmes candidates à des fonctions politiques et/ou élues, y compris l'élaboration et/ou la mise en œuvre de programmes de formation et d'autres activités de renforcement des capacités ; et/ou élaboration et/ou organisation de formations sur l'équilibre entre les sexes en politique et les préjugés inconscients liés au genre à l'intention des dirigeants politiques (hommes et femmes).
- Activités visant à promouvoir des parlements ou des gouvernements sensibles au genre, favorables à la famille, inclusifs, équilibrés entre les sexes et accessibles au niveau national, régional ou local, en vue d'accroître la participation et la représentation des femmes dans la prise de décision politique.

Les activités soutenant des partis politiques individuels ne seront pas financées dans le cadre de cet appel.

Pour les propositions axées sur le rôle des femmes dans la vie politique, il est fortement recommandé d'impliquer une autorité publique, y compris les autorités régionales et locales, afin qu'elle participe activement aux projets. Ces autorités publiques peuvent être des ministères/agences/organismes chargés de l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau national, régional ou local, ainsi que les autorités éducatives, etc., selon le cas. Les raisons de ce choix doivent être documentées et expliquées dans la partie B « Description et mise en œuvre du projet ». Ce soutien sera exprimé dans une annexe à la candidature (lettre de soutien de l'autorité publique) et sera évalué au titre du critère d'attribution n° 2 « Qualité ».

En ce qui concerne **l'équilibre entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration des entreprises** :

- Élaboration de lignes directrices, d'outils et de listes de contrôle pour la définition de critères objectifs et fondés sur le mérite pour la sélection des membres des conseils d'administration/directeurs d'entreprises, conformément à la directive 2022/2381.

4. Lutte contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité

- Renforcement des capacités et formation des professionnels concernés, en particulier ceux des secteurs des médias et de la publicité, tels que les journalistes, les professionnels de la publicité, les scénaristes, etc.
- Soutien aux activités visant à lutter contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité (par exemple, codes de conduite, lignes directrices à l'intention des professionnels, activités de sensibilisation, prix/labels sensibles au genre pour les organisations médiatiques et publicitaires).

La préférence sera donnée aux projets impliquant des professionnels des médias (par exemple, des médias, des plateformes de médias sociaux, des organisations professionnelles ou des organismes de réglementation) et des organismes d'autorégulation de la publicité.

Les projets axés uniquement sur la recherche ne seront pas financés dans le cadre du présent appel.

La conception et la mise en œuvre des projets doivent promouvoir l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination. Les candidats doivent inclure dans leur proposition une [analyse de genre](#) qui recense les besoins et les risques spécifiques à chaque sexe. Compte tenu de la portée spécifique de l'appel, les projets ne doivent avoir aucun effet négatif involontaire sur l'un ou l'autre sexe, ne doivent pas reproduire les stéréotypes de genre dans leurs activités et doivent aller au-delà de l'approche fondamentale consistant à ne pas nuire²⁴.

La perspective de l'égalité entre les hommes et les femmes doit également être prise en compte lors de la conception du « format » des activités telles que l'apprentissage mutuel, la sensibilisation et les éventuelles activités de formation, afin de garantir qu'elles permettent une participation équilibrée des femmes, des hommes, des filles et des garçons et qu'elles favorisent des approches sensibles au genre. Afin de promouvoir des systèmes d'évaluation et de classification des emplois neutres du point de vue du genre, il est conseillé aux candidats d'accorder une attention particulière aux préjugés sexistes qui pourraient être induits par les données historiques.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

Impact attendu

1. Soutenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage égal des responsabilités familiales, les politiques favorables à la famille chez les employeurs et la valeur des emplois dans le secteur des soins.

- Une meilleure sensibilisation aux mesures politiques, en particulier celles énoncées dans la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et un nombre plus élevé d'exemples de bonnes pratiques mises en œuvre par les entreprises et les pouvoirs publics qui contribuent à l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail et à un équilibre entre vie professionnelle et vie privée ;
- Meilleure identification des obstacles à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment les obstacles au partage équitable des tâches domestiques et des responsabilités familiales, et les difficultés d'accès aux congés familiaux et aux aménagements du temps de travail favorables à la famille ;
- Meilleure connaissance des conditions de travail dans le secteur des soins et de la valeur du travail de soins ;
- Meilleure connaissance des mesures politiques et des exemples de bonnes pratiques qui conduisent à des conditions de travail plus durables dans le secteur des soins et qui luttent contre la ségrégation entre les sexes dans ce secteur ;

2. Promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la directive sur la transparence salariale et le respect du principe « à travail égal, salaire égal » et « à travail de valeur égale, salaire égal ».

- Amélioration des capacités nationales et organisationnelles à rendre compte de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes conformément aux exigences de la directive (UE) 2023/970 ;
- Amélioration de la capacité des employeurs à mettre en place des structures salariales non discriminatoires ;
- Renforcement des capacités des partenaires sociaux à évaluer, négocier et réviser les conventions collectives conformément aux exigences de la directive sur la transparence salariale ;
- Des systèmes de rémunération plus transparents et une meilleure détection de la discrimination salariale indirecte liée à la sous-évaluation des emplois généralement occupés par les femmes ;
- Renforcement des capacités et de l'autonomisation des travailleurs, des organismes chargés de l'égalité et des organisations de la société civile afin de négocier des conditions de travail équitables et de défendre leurs droits ;

²⁴ Pour plus d'informations, voir la section Éthique et valeurs de l'UE

- Sensibilisation accrue à la législation sur l'égalité salariale et à l'objectif et aux avantages des systèmes d'évaluation et de classification des emplois neutres du point de vue du genre ;
- Sensibilisation accrue à la directive sur la transparence salariale et à ses avantages pour l'économie de l'UE et les droits des travailleurs.

3. Soutenir la participation et la représentation égales des femmes et des hommes dans la prise de décision politique et économique

- Contribution à la réalisation d'une représentation égale des femmes et des hommes dans les gouvernements et les parlements et assemblées nationales/régionales/locaux ;
- Amélioration de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques aux niveaux national, régional et local afin de garantir une représentation équilibrée des sexes dans les postes décisionnels de la sphère politique, de la vie publique et de la direction et la gestion des entreprises ;
- Renforcement des capacités des autorités nationales, régionales et locales et de leurs associations, des organisations de la société civile (en particulier les OSC de femmes) et des médias à surmonter les obstacles à la représentation des femmes dans la politique, le débat public et les postes de direction dans le secteur privé ;
- Renforcement de la coopération, des réseaux et des échanges d'informations entre les gouvernements des États membres, les autorités locales et régionales et leurs associations, les organismes chargés de l'égalité, les organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes, les médias et les universitaires ;
- Amélioration des règles/procédures au sein des organisations politiques et de l'engagement citoyen qui contribuent à une représentation et une participation équilibrées des hommes et des femmes dans la vie politique ;
- Renforcement des capacités/autonomisation des candidates/représentantes élues afin qu'elles puissent jouer un rôle actif en politique ;
- Sensibilisation accrue des dirigeants politiques aux préjugés inconscients liés au genre ;
- une sensibilisation accrue aux avantages d'un leadership politique équilibré entre les hommes et les femmes ;
- Sensibilisation accrue et meilleure mise en œuvre de la directive 2022/2081 sur la parité hommes-femmes dans les conseils d'administration des États membres.

4. Lutter contre les stéréotypes de genre dans les médias et la publicité

- Lutter contre les stéréotypes sexistes et les rôles négatifs attribués aux hommes et aux femmes dans les médias, y compris les réseaux sociaux, et dans la publicité, en sensibilisant et en formant les professionnels concernés.
- Contenus médiatiques et publicitaires qui ne perpétuent pas les stéréotypes liés au genre.



Pour plus d'informations, voir : *Bibliographie*

Documents politiques/informations générales :

- UE Genre Égalité Stratégie 2020-2025 : https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-equality-strategy_en
- Feuille de route de l'UE pour les droits des femmes : https://commission.europa.eu/news-and-media/news/eu-roadmap-womens-rights-renewed-push-gender-equality-07/03/2025_en
- Équilibre entre vie professionnelle et vie privée équilibre : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2019/1158/oj/eng>
- Une stratégie européenne en matière de soins pour les aidants et les bénéficiaires de soins : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&furtherNews=yes&newsId=10382>

- Directive (UE) 2023/970 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail égal ou de valeur égale grâce à la transparence salariale et à des mécanismes de contrôle : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32023L0970>
- 2021 Avis du comité consultatif de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes femmes et hommes sur la lutte contre la les stéréotypes sexistes : https://commission.europa.eu/document/download/01a4c140-26eb-43b3-95e6-5a91408a8ffc_en?filename=opinion_combattre_les_stereotypes_de_genre_2021_en.pdf
- 2021 Avis du comité consultatif de la Commission sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes concernant le déficit de soins dans l'UE : une approche holistique et transformatrice en matière d'égalité entre les sexes : [Comité consultatif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes-Avis déficit de soins 2021 en.pdf](#)
- Document de travail des services de la Commission SWD(2013) 512 final accompagnant le document Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'application de la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans matière de l' emploi et travail: <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD:2013:0512:FIN:EN:PDF>
- Directive (UE) 2022/2381 « Femmes sur les conseils d'administration » : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L.2022.315.01.0044.01.ENG>

Intégration de la dimension de genre :

- Européen Institut pour égalité Égalité (EIGE) sur sur l'Intégration de la dimension de genre : <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming>

Perspectives comportementales :

- Joana Sousa Lourenço, Emanuele Ciriolo, Sara Rafael Almeida et Xavier Troussard. Perspectives comportementales appliquées à la politique : rapport européen 2016 : <https://ec.europa.eu/jrc/en/research/crosscutting-activities/behavioural-insights>

3. Budget disponible

Le budget disponible estimé pour l'appel à propositions est de **23 000 000 EUR**.

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer la totalité des fonds disponibles ou de les redistribuer entre les priorités de l'appel, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.


4. Calendrier et dates limites

Calendrier et dates limites (indicatifs)	
Ouverture des appels :	29 janvier 2026
Date limite de soumission :	<u>28 avril 2026 – 17h00 CET</u> (Bruxelles)
Évaluation :	avril - octobre 2026
Informations sur les résultats de l'évaluation :	Octobre 2026
Signature de l'AG :	Novembre 2026 - février 2027

5. Admissibilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (voir le calendrier à la section 4).

Les propositions doivent être soumises **par voie électronique** via le système de soumission électronique du portail « Financement et appels d'offres » (accessible via la page « Thèmes » dans la section « [Rechercher des financements et des appels d'offres](#) »). Les soumissions sur papier ne sont PAS acceptées.

Les propositions (y compris les annexes et les pièces justificatives) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans* le système de soumission ( et NON à l'aide des documents disponibles sur la page Thème, qui sont uniquement fournis à titre informatif).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature partie A — contient les informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget récapitulatif du projet (*à remplir directement en ligne*)
- Formulaire de candidature partie B — contient la description technique du projet (*modèle à télécharger à partir du système de soumission du portail, à remplir, puis à assembler et à télécharger à nouveau*)
- Outil KPI « » (Contribution du projet aux indicateurs clés de performance) — contient des données supplémentaires sur la contribution du projet aux indicateurs clés de performance du programme de l'UE (*à remplir directement en ligne, toutes les sections doivent être complétées*)
- **Annexes obligatoires et pièces justificatives** (*certaines modèles peuvent être téléchargés à partir du système de soumission du portail, remplis, assemblés et téléchargés à nouveau*) :
 - tableau budgétaire détaillé (*modèle disponible dans le système de soumission du portail — à télécharger à nouveau une fois rempli au format .xlsx*) (**obligatoire**)
 - CV (standard) des membres de l'équipe principale du projet (**obligatoire**)
 - activité rapport de le coordinateur (activité rapport de dernière année) (**obligatoire** – les organismes publics sont exemptés)
 - liste des projets antérieurs du coordinateur (projets clés des 4 dernières années) (**obligatoire** - *modèle disponible dans la partie B, les organisations récemment créées*)

organisations doivent fournir un formulaire vierge si elles n'ont mis en œuvre aucun projet clé dans le passé)

- Déclaration du coordinateur attestant qu'il ne participe qu'une seule fois en tant que coordinateur dans le cadre du présent appel à propositions (**obligatoire – format libre, signé par le coordinateur**).
- Pour les participants dont les activités impliquent des enfants (âgés de moins de 18 ans) : politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans [les normes de protection de l'enfance « Keeping Children Safe »](#) (pour les organismes privés : copie de leur politique ; pour les organismes publics : déclaration de politique de protection de l'enfance). (**obligatoire**)

Veuillez noter qu'un rapport d'activité annuel n'est PAS un rapport d'audit financier ou un bilan, mais un rapport mettant en évidence les activités et les projets de votre organisation.

Veuillez noter que, dans la mesure où **le tableau budgétaire détaillé** sert de base à la fixation des montants forfaitaires des subventions (et où les montants forfaitaires doivent être des approximations fiables des coûts réels d'un projet²⁵), les coûts que vous incluez DOIVENT respecter les conditions d'éligibilité de base applicables aux subventions de l'UE couvrant les coûts réels (voir [AGA — Convention de subvention annotée, art. 6](#)). Ceci est particulièrement important pour les achats et la sous-traitance, qui doivent respecter le principe du meilleur rapport qualité-prix (ou, le cas échéant, le prix le plus bas) et être exempts de tout conflit d'intérêts. Si le tableau budgétaire contient des coûts non éligibles, la subvention peut être réduite (même ultérieurement, pendant la mise en œuvre du projet ou après sa fin).

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous êtes **habilité à agir** au nom de tous les candidats. De plus, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont exactes et complètes et que les participants remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (notamment en matière d'éligibilité, de capacité financière et opérationnelle, d'exclusion, etc.). Avant la signature de la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra le confirmer à nouveau en signant une déclaration sur l'honneur (DoH). Les propositions qui ne bénéficient pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre candidature doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées à **45 pages** maximum (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en considération les pages supplémentaires.

Des documents supplémentaires (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*) pourront vous être demandés à un stade ultérieur.

Pour plus d'informations sur le processus de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

6. Éligibilité

Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les candidats (bénéficiaires et entités affiliées) doivent :

- être des personnes morales (organismes publics ou privés) ;
 - être établis dans l'un des pays éligibles, à savoir :
 - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer)

²⁵

<https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/programmes/horizon/lump-sum/guidance>

(PTOM))

- pays non membres de l'UE :
 - pays associés au programme CERV ou pays avec lesquels des négociations sont en cours en vue d'un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#))
Veuillez consulter régulièrement la liste pour connaître le statut le plus récent des pays en cours d'association.
- Les organisations à but lucratif ne peuvent postuler qu'en partenariat avec des entités publiques ou des organisations privées à but non lucratif.
- Les activités doivent se dérouler dans l'un des pays éligibles ;
- Le projet peut être **national ou** transnational ;

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) avant de soumettre leur proposition et seront soumis à la validation du service central de validation (REA Validation). Pour la validation, ils devront télécharger des documents attestant leur statut juridique et leur origine.

D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles au sein du consortium, tels que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

Cas particuliers et définitions

Personnes physiques — Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire les entrepreneurs individuels, lorsque l'entreprise n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

Organisations internationales — Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne s'appliquent pas à elles.


Entités sans personnalité juridique — Les entités qui ne possèdent pas la personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité d'assumer des obligations juridiques en leur nom et offrent des garanties pour la protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales²⁶.

Organismes de l'UE — Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

Points de contact du programme — Ils peuvent être coordinateurs ou bénéficiaires dans le cadre du présent appel s'ils ont mis en place des procédures permettant de séparer les fonctions de gestion de projet et de fourniture d'informations et s'ils sont en mesure de démontrer la séparation des coûts (c'est-à-dire que leurs subventions de projet ne couvrent aucun coût couvert par leur autre subvention). Cela nécessite les éléments suivants :

- utilisation d'une comptabilité analytique permettant une gestion comptable des coûts à l'aide de clés de répartition des coûts et de codes comptables ET application de ces clés et codes pour identifier et séparer les coûts (c'est-à-dire les répartir entre les deux subventions)
- l'enregistrement de tous les coûts réels engagés pour les activités couvertes par les deux subventions (y compris les coûts indirects)
- la répartition des coûts d'une manière qui aboutit à un résultat équitable, objectif et réaliste

²⁶ Voir l'article 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

Associations et groupements d'intérêts — Les entités composées de membres peuvent participer en tant qu' «bénéficiaires uniques d' » ou «bénéficiaires sans personnalité juridique »²⁷  Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (en tant que bénéficiaires ou entités affiliées, faute de quoi leurs coûts ne seront PAS éligibles).

Pays actuellement en cours de négociation d'accords d'association — Les bénéficiaires issus de pays en cours de négociation (*voir ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention (avec effet rétroactif, si prévu dans l'accord).

Mesures restrictives de l'UE — Des règles spéciales s'appliquent à certaines entités (*par exemple, les entités soumises à [des mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)*²⁸ . Ces entités ne sont pas autorisées à participer à quelque titre que ce soit, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

Mesures de conditionnalité de l'UE — Des règles spéciales s'appliquent aux entités soumises à des mesures adoptées sur la base du règlement (UE) 2020/2092²⁹. Ces entités ne peuvent participer à aucun rôle financé (bénéficiaires, entités affiliées, sous-traitants, bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers, etc.). Actuellement, ces mesures s'appliquent aux fiducies d'intérêt public établies en vertu de la loi hongroise IX de 2021 ou à toute entité qu'elles gèrent (*voir [la décision d'exécution \(UE\) 2022/2506 du Conseil](#), du 16 décembre 2022*).



Pour plus d'informations, voir [les règles relatives à la validation des entités juridiques, à la désignation des LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

Composition du consortium

Les propositions doivent être soumises par un consortium **d'au moins deux candidats (bénéficiaires ; pas d'entités affiliées ni de partenaires associés)**, qui remplit les conditions suivantes :

- les bénéficiaires doivent être des entités publiques ou des organisations privées, dûment établies dans l'un des pays éligibles, ou une organisation internationale. Les organisations à but lucratif doivent soumettre leur candidature en partenariat avec des entités publiques ou des organisations privées à but non lucratif.

Autres conditions :

- Le demandeur principal (c'est-à-dire le « coordinateur ») **ne peut soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions, toutes priorités/thématiques confondues**. Si plusieurs propositions sont soumises par le même demandeur principal, **toutes les propositions seront rejetées et ne feront pas l'objet d'une évaluation plus approfondie**.

²⁷ Pour les définitions, voir l'article 190, paragraphe 2, et l'article 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

²⁸ Veuillez noter que le Journal officiel de l'Union européenne contient la liste officielle et qu'en cas de conflit, son contenu prévaut sur celui de la [carte des sanctions de l'UE](#).

²⁹ Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 établissant un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union (JO L 325 du 20.12.2022, p. 94).

Activités éligibles

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

Les activités éligibles sont celles énoncées à la section 2 ci-dessus.

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et priorités politiques de l'UE (tels que l'environnement, les questions sociales, la sécurité, la politique industrielle et commerciale, etc.). Les projets doivent également respecter les valeurs de l'UE et la politique de la Commission européenne en matière de réputation (*par exemple, les activités liées au renforcement des capacités, au soutien politique, à la sensibilisation, à la communication, à la diffusion, etc.*)³⁰.

Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent concerner des activités menées dans les pays éligibles (*voir ci-dessus*). -

Durée

Les projets doivent avoir une durée comprise entre **12 et 24 mois**.

Des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un amendement.

Budget du projet

Les montants des subventions demandées ne peuvent être inférieurs à **100 000 EUR ni supérieurs à 500 000 EUR** pour toutes les priorités.

La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent respecter :

- aux normes éthiques les plus élevées et
- aux valeurs de l'UE fondées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et
- autres lois européennes, internationales et nationales applicables (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent viser à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la non-discrimination, conformément à la [boîte à outils pour l'intégration de la dimension de genre](#). Les activités des projets doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes et des hommes dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Elles doivent également viser à réduire les niveaux de discrimination subis par certains groupes (ainsi que ceux exposés à une discrimination multiple) et à améliorer l'égalité entre les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations relatives au genre et à la non-discrimination dans les propositions et target a gender-balanced representation in project teams and

³⁰ Voir, par exemple, [les lignes directrices relatives au financement des activités liées à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'application de la législation et des politiques de l'Union](#).

Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), handicap ou âge, dans la mesure du possible.

Les candidats doivent démontrer dans leur demande qu'ils respectent les principes éthiques et les valeurs de l'UE fondés sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les participants dont les activités impliquent des enfants doivent en outre disposer d'une politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans [les normes de protection de l'enfance « Keeping Children Safe »](#). Cette politique doit être accessible en ligne et transparente pour toutes les personnes en contact avec l'organisation. Elle doit inclure des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et prévoir des vérifications des antécédents (vérification des références). Elle doit également inclure des procédures et des règles claires pour le personnel, y compris des règles de signalement et une formation continue.

7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

La vérification de la capacité financière sera effectuée sur la base des documents que vous devrez télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'affaires, rapport d'audit établi par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice clos, etc.*). L'analyse sera fondée sur des indicateurs financiers neutres, mais tiendra également compte d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard des financements de l'UE et le déficit et les recettes des années précédentes.

La vérification sera normalement effectuée pour les coordinateurs, sauf dans les cas suivants :

- les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales
- si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR.

Si nécessaire, cela peut également être fait pour les entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- des informations complémentaires
 - un régime de responsabilité financière renforcé, c'est-à-dire une responsabilité solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*)
 - un préfinancement versé par tranches
 - une ou plusieurs garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*)
- ou
- ne proposer aucun préfinancement
 - demander votre remplacement ou, si nécessaire, rejeter l'ensemble de la proposition.



Pour plus d'informations, voir [les règles relatives à la validation des entités juridiques, à la désignation des LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications et des ressources** nécessaires pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec le critère d'attribution «Qualité», sur la base des compétences et de l'expérience des candidats et de leurs équipes de projet, y compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, à titre exceptionnel, les mesures proposées pour l'obtenir avant le début de la mise en œuvre de la tâche.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les candidats sont considérés comme disposant d'une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité en fournissant les informations suivantes :

- profils généraux (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- description des participants au consortium
- rapport d'activité de l'année dernière du coordinateur
- liste des projets antérieurs (projets clés des quatre dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*).

Des documents justificatifs supplémentaires peuvent être demandés, si nécessaire, afin de confirmer la capacité opérationnelle de tout candidat.

Les organismes publics, les États membres, les organisations internationales sont exemptés du contrôle de la capacité opérationnelle.

Exclusion

Les candidats qui font l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des **situations d'exclusion** suivantes les empêchant de bénéficier d'un financement de l'UE ne peuvent PAS participer³¹ :

- faillite, liquidation, administration judiciaire, concordat avec les créanciers, suspension des activités commerciales ou autres procédures similaires (y compris les procédures concernant les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- manquement aux obligations en matière de sécurité sociale ou fiscale (y compris si cela est le fait de personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- faute professionnelle grave³² (y compris si elle est commise par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes essentielles à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- avoir commis une fraude, un acte de corruption, avoir des liens avec une organisation criminelle, s'être livré à des activités de blanchiment d'argent, à des crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), au travail des enfants ou à la traite des êtres humains (y compris si cela est fait par des personnes ayant des pouvoirs de

³¹ Voir les articles 138 et 143 du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

³² La « faute professionnelle » comprend notamment les éléments suivants : violation des normes éthiques de la profession ; comportement fautif ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle ; violation des normes éthiques professionnelles généralement acceptées ; fausses déclarations/déformation des informations ; participation à un cartel ou à un autre accord faussant la concurrence ; violation des droits de propriété intellectuelle ; tentative d'influencer les processus décisionnels en tirant parti, par de fausses déclarations, d'un conflit d'intérêts, ou d'obtenir des informations confidentielles auprès des autorités publiques afin d'en tirer un avantage ; incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence ou à des activités similaires contraires aux valeurs de l'UE, lorsque cela affecte ou risque d'affecter négativement l'exécution d'un engagement juridique.

représentation, prise de décision ou contrôle, bénéficiaires effectifs ou personnes essentielles à l'attribution/la mise en œuvre de la subvention)

- ont montré des lacunes importantes dans le respect des principales obligations découlant d'un contrat de marché public, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expertise ou d'un contrat similaire de l'UE (y compris si cela a été fait par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'octroi/la mise en œuvre de la subvention)
- coupables d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE) [n° 2988/95](#) (y compris si ces irrégularités ont été commises par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui jouent un rôle essentiel dans l'attribution/la mise en œuvre de la subvention)
- créé sous une autre juridiction dans le but de contourner les obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou ayant créé une autre entité à cette fin (y compris si cela a été fait par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes essentielles à l'octroi/la mise en œuvre de la subvention).
- a intentionnellement et sans justification valable résisté³³ à une enquête, un contrôle ou un audit mené par un ordonnateur de l'UE (ou son représentant ou auditeur), l'OLAF, l'EPPO ou la Cour des comptes européenne.

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère que³⁴ :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont présenté de manière inexacte les informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont participé à la préparation de l'appel d'offres, ce qui entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée d'une autre manière (conflit d'intérêts).

8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une seule étape + évaluation en une seule étape).

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les candidatures. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, voir sections 5 et 6). Les propositions jugées admissibles et éligibles seront évaluées (pour chaque thème) au regard de la capacité opérationnelle et des critères d'attribution (voir sections 7 et 9), puis classées en fonction de leurs scores.

Pour les propositions ayant obtenu le même score (au sein d'un même thème ou d'une même enveloppe budgétaire), un **ordre de priorité** sera déterminé selon l'approche suivante :


Successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé et en continuant par ordre décroissant : les propositions *ex aequo* au sein d'un même thème seront classées par ordre de priorité en fonction des scores qui leur ont été attribués pour le critère d'attribution « Pertinence ». Lorsque ces scores sont égaux, la priorité sera basée sur leur

³³ «S'opposer à une enquête, un contrôle ou un audit» signifie mener des actions ayant pour objectif ou pour effet d'empêcher, d'entraver ou de retarder la conduite de l'une des activités nécessaires à la réalisation de l'enquête, du contrôle ou de l'audit, telles que refuser l'accès nécessaire à ses locaux ou à tout autre espace utilisé à des fins professionnelles, dissimuler ou refuser de divulguer des informations ou fournir de fausses informations.

³⁴ Voir l'article 143 du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

note pour le critère « Qualité ». Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera accordée en fonction de leurs notes pour le critère « Impact ».

Toutes les propositions recevront une notification du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat d'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une demande de subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées.

 **Aucun engagement de financement** — L'invitation à préparer une demande de subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des exclusions, etc.*

La préparation de la subvention donnera lieu à un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet et pourra nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle pourra également inclure des ajustements à la proposition afin de tenir compte des recommandations du comité d'évaluation ou d'autres préoccupations. La conformité totale sera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation était entachée d'irrégularités, vous pouvez introduire une **réclamation** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de notification des résultats de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les délais seront calculés à compter de l'ouverture/de la consultation (*voir également [les conditions générales du portail «Financement et appels d'offres»](#)*). Veuillez également noter que les réclamations soumises par voie électronique peuvent être soumises à des restrictions en termes de nombre de caractères.

9. Critères d'attribution

Les critères d'attribution pour cet appel sont les suivants :

- **Pertinence** : mesure dans laquelle la proposition correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel ; besoins clairement définis et évaluation solide des besoins ; groupe cible clairement défini, tenant dûment compte de la perspective de genre ; contribution au contexte stratégique et législatif de l'UE ; Dimension européenne/transnationale ; impact/intérêt pour un certain nombre de pays (pays de l'UE ou pays tiers éligibles) ; possibilité d'utiliser les résultats dans d'autres pays (potentiel de transfert de bonnes pratiques) ; potentiel de développement de la confiance mutuelle/de la coopération transfrontalière, de création de synergies et d'évitement des doublons avec des projets antérieurs (40 points)
- **Qualité** : clarté et cohérence du projet ; liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique) ; méthodologie de mise en œuvre du projet tenant dûment compte de la perspective de genre (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires, risques et gestion des risques, suivi et évaluation) ; les questions éthiques et les mesures/politiques visant à garantir le plein respect des valeurs de l'UE sont abordées ; faisabilité du projet dans les délais proposés ; faisabilité financière (budget suffisant/approprié pour une mise en œuvre adéquate) ; rapport coût-efficacité (meilleur rapport qualité-prix) (40 points)
- **Impact** : ambition et impact attendu à long terme des résultats sur les groupes cibles/le grand public ; stratégie de diffusion appropriée pour garantir la durabilité et l'impact à long terme ; potentiel d'effet multiplicateur positif ; durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE (20 points)

Critères d'attribution	Note minimale requise	Note maximale
Pertinence	25	40
Qualité	n/a	40
Impact	n/a	20
Notes globales (réussite)	70	100

Nombre maximal de points : 100 points.

Seuil individuel pour le critère « Pertinence » : 25/40 points. Seuil global : 70

points.

Les propositions qui satisfont au seuil individuel pour le critère « Pertinence » ET au seuil global seront prises en considération pour un financement, dans les limites du budget disponible (c'est-à-dire jusqu'au plafond budgétaire). Les autres propositions seront rejetées.

Une attention particulière sera accordée à **la qualité, à la pertinence et à la solidité du partenariat et à la composition globale du consortium**. Les candidats devront justifier que la taille et la structure du consortium sont appropriées et proportionnées aux objectifs, aux activités et au budget du projet. Le partenariat doit être cohérent et équilibré, et réunir des organisations dont l'expertise et l'expérience sont complémentaires. Chaque partenaire doit démontrer une valeur ajoutée claire et une contribution significative à la mise en œuvre de l'action. Lors de l'évaluation, il sera soigneusement examiné, au regard du critère de qualité, si la composition du consortium est justifiée et appropriée pour atteindre les résultats proposés de manière efficace et efficiente.

10. Cadre juridique et financier des conventions de subvention

Si votre projet est retenu à l'issue de l'évaluation, vous serez invité à préparer la subvention, pour laquelle vous devrez rédiger la convention de subvention en collaboration avec le responsable de projet de l'UE.

Cette convention de subvention définira le cadre de votre subvention et ses conditions générales, notamment en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (ainsi que tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible dans la rubrique « [Documents de référence](#) » du portail.

Date de début et durée du projet

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). La date de début doit être postérieure à la signature de la subvention (normalement dans les six mois). Une date de début rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais elle ne peut en aucun cas être antérieure à la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : voir section 6 ci-dessus.

Étapes et résultats attendus

Les activités doivent être regroupées en lots de travail qui constituent les principales subdivisions du projet (par exemple, gestion et coordination du projet, communication et diffusion, etc.). Les coûts de coordination et de gestion du lot de travail 1 ne doivent pas dépasser 10 % du coût total de la proposition.

Pour chaque lot de travaux, un objectif et une liste de tâches/activités, d'étapes clés et de livrables doivent être définis. Les livrables et les étapes clés doivent être quantifiables et mesurables. Leur structure doit être logique et guidée par des résultats identifiables assortis d'indicateurs clairs.

Les étapes et les livrables de chaque projet seront gérés via le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Les livrables suivants seront **obligatoires** pour tous les projets :

- Rapport sur l'enquête de l'UE sur la justice, les droits et les valeurs.

Les bénéficiaires devront demander aux participants aux événements de prendre part à l'enquête de l'UE sur la justice, les droits et les valeurs. Cette enquête permet à l'autorité chargée de l'octroi des subventions de suivre de près les événements liés à la formation, à l'apprentissage mutuel et à la sensibilisation. Les bénéficiaires recevront un lien vers l'enquête, qu'ils devront transmettre aux participants. Ils auront accès aux résultats de l'enquête pour leur projet et pourront les utiliser pour l'évaluation de celui-ci. L'autorité chargée de l'octroi des subventions regroupera les résultats de tous les projets financés dans le cadre du programme CERV.

Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximal de la subvention, taux de financement, coûts totaux éligibles, etc.*) seront fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3 et article 5*).

Budget du projet (montant de la subvention demandée) : voir section 6 ci-dessus.

La subvention sera une subvention forfaitaire. Cela signifie qu'elle remboursera un montant fixe, basé sur une somme forfaitaire ou un financement non lié aux coûts. Le montant sera fixé par l'autorité octroyant la subvention sur la base du budget prévisionnel du projet et d'un taux de financement de 90 %.

Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

Catégories budgétaires pour le présent appel :

- [Contributions forfaitaires](#)³⁵

Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :

- le montant forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie définie dans la [décision](#) relative [au montant forfaitaire](#) et à l'aide du tableau budgétaire détaillé fourni/du calculateur fourni (le cas échéant)
- le calcul du montant forfaitaire doit respecter les conditions suivantes :
 - pour les montants forfaitaires basés sur les budgets prévisionnels des projets : le budget prévisionnel doit respecter les conditions d'éligibilité de base applicables aux subventions de l'UE couvrant les coûts réels (voir [AGA — Accord de subvention annoté, art. 6](#))
 - pour les montants forfaitaires basés sur les budgets prévisionnels des projets : les coûts liés au soutien financier à des tiers ne sont pas autorisés

³⁵ [Décision](#) du 30 septembre 2022 autorisant l'utilisation de montants forfaitaires pour les actions relevant du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (2021-2027).

- sites web des projets : les coûts de communication liés à la présentation du projet sur les sites web ou les comptes de réseaux sociaux des participants sont éligibles ; les coûts liés à la création de sites web distincts pour les projets ne sont pas éligibles
- les coûts de personnel :
 - Les coûts unitaires des bénévoles³⁶ sont autorisés (sans coûts indirects).

Les détails et la ventilation des éléments « Autres coûts » des rubriques A.1 et C.3 doivent être fournis dans la feuille « Commentaires » du tableau budgétaire détaillé.

Modalités de rapport et de paiement

Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et articles 21 et 22*).

Après la signature de la subvention, vous recevrez normalement un **préfinancement** pour commencer à travailler sur le projet (flottant représentant normalement **80 %** du montant maximal de la subvention ; préfinancement exceptionnellement inférieur ou inexistant). Le préfinancement sera versé dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur/la garantie financière (si nécessaire), selon la date la plus tardive.

En outre, vous devrez présenter un ou plusieurs rapports d'avancement non liés aux paiements.

Paiement du solde : à la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (à vous ou à votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au coordinateur.



Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité octroyant la subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).



Veuillez également noter que vous êtes tenu de conserver les registres de tous les travaux effectués.

Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera déterminé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays tiers et souhaitez fournir une garantie d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cela peut être accepté à titre exceptionnel, si cette garantie offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement sont normalement demandées au coordinateur, pour le consortium. Elles doivent être fournies pendant la préparation de la subvention, à temps pour effectuer le préfinancement (copie numérisée via le portail ET original par courrier postal).

³⁶ [Décision de la Commission](#) du 10 avril 2019 autorisant l'utilisation de coûts unitaires pour déclarer les coûts de personnel pour les travaux effectués par des bénévoles dans le cadre d'une action ou d'un programme de travail (C(2019)2646)

Si cela est convenu avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par une garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions prévues dans la convention de subvention (article 23).

Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, vous pouvez être amené à présenter différents certificats. Les types, calendriers et seuils applicables à chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

Régime de responsabilité en matière de recouvrement

Le régime de responsabilité en matière de recouvrement sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des régimes suivants :

- responsabilité solidaire limitée avec plafonds individuels — *chaque bénéficiaire jusqu'à son montant maximal de subvention*
 - responsabilité solidaire inconditionnelle — *chaque bénéficiaire jusqu'au montant maximal de la subvention pour l'action*
- ou
- responsabilité financière individuelle — *chaque bénéficiaire uniquement pour ses propres dettes.*

En outre, l'autorité octroyant la subvention peut exiger la responsabilité solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- Droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (article 17 et annexe 5) :*

- activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

Autres spécificités

Accord de consortium : Oui

Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de violation du contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA — Accord de subvention annoté](#).

11. Comment soumettre une demande

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail « Funding & Tenders ». Les candidatures sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission se fait en **deux étapes** :

a) créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation

Pour utiliser le système de soumission (seul moyen de postuler), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous disposez d'un compte EULogin, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification de participant (PIC) à 9 chiffres.

b) soumettre la proposition

Accédez au système de soumission électronique via la page Thème dans la section [Appels à propositions](#) (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A comprend les informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés³⁷) et le budget récapitulatif de la proposition. Remplissez-la directement en ligne
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le sous forme de fichier PDF
- Outil KPI contenant des données supplémentaires sur le projet. À remplir directement en ligne, toutes les sections doivent être complétées
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un ou plusieurs selon les créneaux). Le téléchargement Excel est parfois possible, selon le type de fichier.

La proposition doit respecter le **nombre de pages maximum** (*voir section 5*) ; les pages supplémentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, sinon la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à un dysfonctionnement du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une réclamation via le [formulaire en ligne du service d'assistance informatique](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran montrant ce qui s'est passé).

Les détails des processus et procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers la FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les propositions

³⁷ Voir la section 13 pour plus d'informations sur les rôles du consortium et les rôles du coordinateur, des entités affiliées et des partenaires associés.

Lorsqu'on envisage d'utiliser des outils d'intelligence artificielle (IA) générative pour préparer une proposition, il est impératif de faire preuve de prudence et de réflexion. Le contenu généré par l'IA doit être soigneusement examiné et validé par les candidats afin de garantir sa pertinence et son exactitude, ainsi que sa conformité avec la réglementation en matière de propriété intellectuelle. Les candidats sont entièrement responsables du contenu de la proposition (même les parties produites par l'outil d'IA) et doivent faire preuve de transparence en divulguant les outils d'IA utilisés et la manière dont ils ont été utilisés.

Plus précisément, les candidats sont tenus de :

- Vérifiez l'exactitude, la validité et la pertinence du contenu et des citations générés par l'outil d'IA, et corrigez les erreurs ou incohérences éventuelles.
- Fournissez une liste des sources utilisées pour générer le contenu et les citations, y compris celles générées par l'outil d'IA. Vérifiez les citations afin de vous assurer qu'elles sont exactes et correctement référencées.
- Soyez conscient du risque de plagiat lorsque l'outil d'IA a reproduit une partie importante du texte provenant d'autres sources. Vérifiez les sources originales pour vous assurer que vous ne plagiez pas le travail de quelqu'un d'autre.
- Respectez les données personnelles et les informations confidentielles en ne les saisissant pas sur des plateformes d'IA qui ne sont pas gérées sur des serveurs propriétaires.
- Reconnaître les limites de l'outil d'IA dans la préparation de la proposition, y compris le risque de partialité, d'erreurs et de lacunes dans les connaissances.

12. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses dont vous avez besoin** dans cette documentation et dans les autres documents (nos ressources pour traiter les demandes directes sont limitées) :

- [Manuel en ligne](#)
- Questions-réponses sur la page Thème (pour les questions spécifiques aux appels ouverts ; ne s'applique pas aux actions sur invitation)
- [FAQ du portail](#) (pour les questions d'ordre général).

Veuillez également consulter régulièrement les pages « Appel à candidatures » et « Thèmes », car nous les utiliserons pour publier les mises à jour relatives à l'appel, y compris une invitation à la séance d'information destinée aux candidats (le cas échéant) après l'ouverture de l'appel. (En cas de mise à jour de l'appel, nous vous contacterons directement pour vous envoyer une invitation).

Contact

Pour toute question individuelle concernant le système de soumission du portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'une des adresses électroniques suivantes :

- [le point de contact CERV de votre pays](#) (s'il existe) ; sinon, vous pouvez contacter EC-CERV-CALLS@ec.europa.eu.

Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet auquel se rapporte votre question (voir également la page de couverture).

13. Important

IMPORTANT

- **N'attendez pas la fin** — Remplissez votre candidature suffisamment à l'avance avant la date limite afin d'éviter tout **problème technique** de dernière minute. Les problèmes liés aux soumissions de dernière minute (par exemple, congestion, etc.) seront entièrement à votre charge. Les dates limites des appels ne peuvent PAS être prolongées.
- **Consultez** régulièrement les pages « Appel » et « Thème » du portail. Nous les utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du thème).
- **Portail « Financement et appels d'offres » Système d'échange électronique** — En soumettant leur candidature, tous les participants acceptent d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Inscription** — Avant de soumettre leur candidature, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être inscrits dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de candidature.
- **Rôles au sein du consortium** — Lorsque vous constituez votre consortium, vous devez penser aux organisations qui vous aideront à atteindre vos objectifs et à résoudre vos problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les principaux participants doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants ou tiers apportant des contributions en nature. **Les partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas bénéficiaires officiels d'un financement de l'UE). La sous-traitance doit normalement constituer une partie limitée et doit être effectuée par des tiers (et non par l'un des bénéficiaires/entités affiliées). **La sous-traitance** dépassant 30 % du total des coûts éligibles doit être justifiée dans la demande.

- **Coordinateur** — Dans le cas des subventions à bénéficiaires multiples, les bénéficiaires participent sous la forme d'un consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur, qui se chargera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité octroyant la subvention. Dans le cas des subventions à bénéficiaire unique, ce dernier sera automatiquement le coordinateur.
- **Entités affiliées** — Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et doivent donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires), mais elles ne sont pas prises en compte dans les critères d'éligibilité minimaux pour la composition du consortium (le cas échéant). Si des entités affiliées participent à votre projet, n'oubliez pas de fournir, dans le cadre de votre candidature, des documents attestant leur lien d'affiliation avec votre organisation.
- **Partenaires associés** — Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais sans avoir droit à une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.

- **Accord de consortium** — Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes vous permettant de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer les subventions selon vos propres principes et paramètres internes au consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet ainsi d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litige.
- **Budget équilibré du projet** — Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré et des ressources suffisantes pour mener à bien le projet (par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de tiers, etc.). Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (notamment s'ils sont excessifs).
- **Projets achevés/en cours** — Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà commencés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne pourra être remboursé pour les activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/la soumission de la proposition).
- **Règle de non-profit** — Les subventions ne peuvent PAS générer de profit (c'est-à-dire un excédent des recettes + subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons cela à la fin du projet.
- **Pas de cumul de financements/pas de double financement** — Il est strictement interdit de cumuler des financements provenant du budget de l'UE (sauf dans le cadre des «actions de synergies de l'UE»). En dehors de ces actions de synergies, toute action donnée ne peut bénéficier que d'UNE SEULE subvention provenant du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés dans le cadre de deux subventions de l'UE; les projets doivent être conçus comme des actions distinctes, clairement délimitées et séparées pour chaque subvention (sans chevauchement).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** — La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail des subventions de fonctionnement et si vous veillez à ce que les éléments de coût soient clairement séparés dans votre comptabilité et ne soient PAS déclarés deux fois (voir [AGA — Modèle annoté de convention de subvention](#), art. 6.2.E).
- **Propositions multiples** — Les candidats ne peuvent soumettre plus d'une proposition en tant que coordinateur dans le cadre du présent appel. Voir les conditions d'éligibilité.
- **Nouvelle soumission** — Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** — En soumettant leur candidature, tous les candidats acceptent les conditions énoncées dans le présent document d'appel (et les documents auxquels il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront **rejetées**. Cela s'applique également aux candidats : tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, sinon la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** — Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par le biais d'une mise à jour de l'appel ou du thème. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.

- **Langue** — Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit toutefois toujours être rédigé en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous recommandons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de votre candidature. Si vous avez besoin de la documentation relative à l'appel dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les coordonnées, voir la section 12).
- **Transparence** — Conformément à l'article 38 du règlement financier de l'UE, les informations relatives aux subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Cela comprend :

- les noms des bénéficiaires
- les adresses des bénéficiaires
- l'objet pour lequel la subvention a été octroyée
- le montant maximal accordé.

La publication peut être exceptionnellement levée (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ou porte atteinte à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données — La soumission** d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au règlement [2018/1725](#). Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, si nécessaire, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans [la déclaration de confidentialité du portail «Financement et appels d'offres»](#).